

Guide du lecteur

Présentation et contenu

Chaque indicateur est accompagné par un texte relativement court. Le premier paragraphe décrit en termes généraux ce que l'indicateur permet de mesurer et pourquoi l'indicateur est important. Le lecteur trouvera ensuite une description plus détaillée des concepts sous-jacents (Définition) conformes aux définitions du *Système de comptabilité nationale de 1993* (SCN 1993). Le dernier paragraphe (Comparabilité) met en évidence les points sensibles nécessitant une grande précaution dans l'analyse des performances d'un ou plusieurs pays. On retrouve pour plusieurs indicateurs les mêmes problèmes de comparabilité et les mêmes précautions à prendre dans l'analyse comparée des performances. Plutôt que de reproduire pour chaque indicateur les mêmes informations, les problèmes récurrents sont décrits ci-dessous.

SCN 1993 – Définitions standardisées

Les données de cette publication sont conformes aux définitions du SCN 1993 « Système de comptabilité nationale 1993 » élaboré en commun par la Commission des Communautés européennes, le Fonds monétaire international, l'Organisation de coopération et de développement économiques, les Nations Unies et la Banque mondiale.

SCN 2008 – Principaux changements par rapport au SCN 1993

Le SCN 2008 est désormais finalisé mais il faudra plusieurs années avant que tous les pays de l'OCDE soient en mesure de fournir des statistiques conformes au nouveau système de définitions. Les principaux changements par rapport au SCN 1993 sont présentés dans l'annexe.

Questionnaires et sources des données

Sauf indication contraire, les données sont envoyées à l'OCDE par les pays au moyen de questionnaires standardisés.

Conventions statistiques

- Tous les taux de croissance sont obtenus à partir des données aux prix constants (ou en valeurs réelles).
- Les rapports, pourcentages et répartitions sont calculés à partir des données aux prix courants.
- La contribution de Y à la croissance de X (Y étant une composante de X) est définie comme le taux de croissance de Y (aux prix constants chaînés ou en base fixe) pondéré par le poids de Y dans X aux prix courants (au cours de la période précédente t-1).

Signes et abréviations

- .. Valeurs manquantes, non définies ou non fournies.
- e Estimations du Secrétariat de l'OCDE.

Pays et zones

Dans la plupart des cas, les données sont disponibles pour l'ensemble des pays de l'OCDE. Lorsqu'une donnée est manquante ou lorsqu'une donnée n'a pas été envoyée à l'OCDE, des estimations ont souvent été produites.

Total OCDE

Sauf indication contraire, la zone « total OCDE » renvoie à l'ensemble des pays de l'OCDE.

La zone euro

Les données pour la « zone euro » proviennent des bases de données d'Eurostat.

Données en euros

Les données concernant les pays de l'Union économique et monétaire (UEM) sont exprimées en euros.

Les données relatives aux années antérieures à l'entrée dans l'UEM ont été converties à partir de l'ancienne monnaie nationale en appliquant le taux de conversion irrévocable approprié. Cette présentation rend plus aisée l'analyse de données au sein d'un pays sur une période longue et garantit que les évolutions historiques (c'est-à-dire les taux de croissance) restent inchangés. Cependant les euros antérieurs à l'UEM correspondent à un concept purement théorique et normalement ils ne devraient pas être utilisés pour calculer des zones ou pour comparer des pays entre eux.

Pays en voie d'accession

En 2010, le Chili (le 7 mai), la Slovénie (le 21 juillet), Israël (le 7 septembre) et l'Estonie (le 9 décembre) sont devenus pays membres de l'OCDE. La Fédération de Russie demeure encore dans le processus d'accession. L'OCDE travaille également avec de grandes puissances mondiales, comme le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud. Bien que les données pour ces pays ne fassent pas partie de cette publication, certaines données de comptabilité nationale les concernant sont disponibles sur le site web de l'OCDE. Pour plus d'informations, voir la section « Données en ligne ».

Commentaires généraux sur les concepts et la comparabilité

Les commentaires ci-dessous concernent plusieurs indicateurs et sont fournis ici dans le « Guide du lecteur » afin de ne pas les répéter dans les différents chapitres de la publication.

Parités de pouvoir d'achat du PIB et de la consommation individuelle effective

Les PPA sont les taux de conversion monétaire qui permettent d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies en éliminant les différences de niveaux de prix existant entre les pays. Les dépenses imputées au PIB, pour les différents pays, converties en utilisant les PPA sont en effet exprimées en fonction d'une même structure de prix internationaux si bien que les écarts entre pays reflètent uniquement les différences de volume de biens et services achetés. Les comparaisons de l'activité

économique effectuées à partir des taux de change devraient le plus souvent être évitées dans la mesure où de telles comparaisons intègrent les différences de prix. De plus, les séries de taux de change ont tendance à être plus volatiles que les séries de PPA, ce qui induit des difficultés lorsqu'on effectue des comparaisons entre pays ou sur une période longue.

Toutefois, il faut faire attention lorsqu'on utilise les PPA pour des comparaisons internationales. Lorsque des pays sont très proches, il n'est pas pertinent d'établir un classement précis. Comme souvent avec les statistiques, il existe un certain degré d'incertitude lié aux sources et aux procédures de calcul sur lesquels reposent les PPA. Une petite différence observée entre deux pays pour un indicateur converti au moyen des PPA, par exemple le PIB ou le revenu national ajusté par les PPA, ne sera pas significative d'un point de vue statistique ou économique dans la plupart des cas.

Les PPA du PIB sont utilisées dans tous les tableaux et graphiques utilisant les PPA comme taux de conversion excepté dans les tableaux et graphique suivants pour lesquelles les PPA de la consommation effective individuelle sont utilisées : tableau 5.1 (Revenu disponible brut ajusté des ménages par tête), graphique 10.2 pour la consommation individuelle effective des ménages, tableau A.5 (Consommation individuelle effective, PPA courantes), tableau A.6 (Consommation individuelle effective, PPA constantes 2005).

1995-98 : Les PPA pour tous les pays européens sont les résultats du calcul annuel effectué par Eurostat. Les PPA pour tous les autres pays sont des estimations de l'OCDE.

1999, 2002, 2005 et 2008 : Les PPA pour tous les pays, à l'exception du Chili, sont les résultats des calculs triennaux effectués par Eurostat et l'OCDE.

2000-01, 2003-04, 2006-07, 2009 : Les PPA pour tous les pays européens sont les résultats du calcul effectué par Eurostat. Les PPA des pays non européens sont des estimations de l'OCDE.

2010 : Les PPA pour tous les pays européens sont les résultats préliminaires du calcul annuel effectué par Eurostat. Les PPA des pays non européens sont des estimations de l'OCDE. Les estimations et les résultats préliminaires doivent être interprétés avec précaution car ils feront l'objet de révisions.

Les PPA pour le Chili sont estimées sur la base des résultats du programme de comparaison internationale (CPI) de 2005.

Vous trouverez plus de renseignements sur le site internet des PPA : www.oecd.org/std/ppp.

Taux de change

Les taux de change utilisés dans cette publication ont été calculés par le Fond monétaire international et sont publiés dans *International Financial Statistics*. Ce sont des taux de marché correspondant à des moyennes annuelles.

Indicateurs par tête

Dans cette publication, de nombreux indicateurs sont présentés « par tête ». Il est important de noter que les estimations de la population qui sont utilisées pour calculer ces indicateurs sont conformes à la notion de résidence telle qu'elle est définie dans le SCN : concrètement la population comprend les personnes qui résident dans un pays pendant un an ou plus, quelque soit leur nationalité. La population comprend également les personnels des missions diplomatiques à l'étranger, les militaires et leur famille se trouvant en dehors du territoire national, les étudiants qui sont partis à l'étranger pour leurs études et les patients qui sont partis à l'étranger pour être soignés, même si ceux-ci quittent le pays de résidence pour une période supérieure à un an. La règle des « 1 an »

signifie que les résidents réguliers qui partent vivre à l'étranger pour moins d'un an sont compris dans la population de leur pays d'origine et que des visiteurs étrangers (par exemple, les vacanciers) qui viennent dans un pays pour moins d'un an sont exclus.

Une remarque importante doit être faite dans ce contexte. Des individus peuvent faire partie des salariés d'un pays (contribuant ainsi au PIB de ce pays par l'accroissement de la production) et faire partie en même temps des résidents d'un autre pays (leur salaires apparaissant alors dans le revenu national du pays de résidence).

Années fiscales, années calendaires

Sauf indication contraire ci-dessous ou dans les textes accompagnant les indicateurs, toutes les données de cette publication sont fournies sur une base calendaire.

Les données concernant l'Australie et la Nouvelle-Zélande renvoient à des années fiscales – du 1^{er} juillet de l'année indiquée au 30 juin de l'année suivante pour l'Australie et du 1^{er} avril de l'année indiquée au 31 mars de l'année suivante pour la Nouvelle-Zélande.

Estimations en volume (prix constants)

La plupart des pays de l'OCDE sont désormais capables de produire leurs comptes nationaux en utilisant des séries en volume chaînées. Seuls le Mexique et le Chili produisent encore des données en volume à partir d'une année de base fixe, souvent mise à jour moins fréquemment que les données en volume chaînées, et reliées aux estimations de l'année de base précédente.

Le SCN recommande la fabrication d'estimations à partir de séries en volume en chaîne. Cette méthode permet d'obtenir de meilleures estimations de la croissance dans la mesure où les poids utilisés pour évaluer la contribution à la croissance des biens et services sont plus pertinents. Il y a cependant un inconvénient à cette méthode de chaînage : les agrégats en volume ne sont pas égaux à la somme de leurs composantes.

Valeurs brutes et nettes

Le terme « brut » désigne une valeur avant que la consommation de capital fixe ne soit déduite. Toutefois, le terme « net » ne renvoie pas forcément à la notion de « net d'amortissement ». Par exemple les « transferts en capital nets reçus du reste du monde » n'utilisent pas le terme « net » dans le sens « net d'amortissement ».

Ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Plusieurs pays ne sont pas capables de séparer les ménages et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) dans leurs comptes par secteur. Par conséquent, afin de garantir un niveau de comparabilité maximal, le compte des ménages comprend les ISBLSM dans cette publication.

Égalités importantes du SCN**Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché**

- = Dépense de consommation finale
- + Formation brute de capital (FBC)
- + Exportations de biens et services
- Importations de biens et services
- = Valeur ajoutée brute aux prix de base
- + Impôts moins subventions sur les produits

Revenu national net (RNN) aux prix du marché

- = PIB aux prix du marché
- + Impôts moins subventions sur la production et les importations (nets, reçus du reste du monde)
- + Rémunération des salariés (nette, reçue du reste du monde)
- + Revenus de la propriété (nets, reçus du reste du monde)
- Consommation de capital fixe

Revenu national disponible net (RNDN)

- = RNN aux prix de marché
- + Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (nets, reçus du reste du monde)
- + Cotisations et prestations sociales et autres transferts courants (nets, reçus du reste du monde)

Épargne nette

- = RNDN aux prix du marché
- Dépense de consommation finale
- + Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension (nets, reçus du reste du monde)

Capacité/besoin de financement

- = Épargne nette
- + Transferts en capital (nets, reçus du reste du monde)
- Formation brute de capital
- Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits
- + Consommation de capital fixe

Pour en savoir plus

Des références utiles « Pour en savoir plus » sont disponibles à la fin de la plupart des sections.

Pour toutes les sections, les informations générales sur la méthodologie et les définitions détaillées sont disponibles dans :

- NU, OCDE, IMF et Eurostat (éd.) (1993), *Système de comptabilité nationale 1993*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/sna1993>.

Des extraits de la publication du SCN 1993 sont disponibles dans :

- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, Éditions OCDE, Paris.

Des informations supplémentaires et des tableaux complémentaires se trouvent dans :

- OCDE (2011-12), *Panorama des statistiques de l'OCDE 2011-2012 : Économie, environnement et société*, Éditions OCDE, Paris.

Données en ligne

Panorama des comptes nationaux – Base de données

La Base de données Panorama des comptes nationaux est mise à jour en ligne en continu et contient des séries couvrant une période plus longue que la publication : www.oecdilibrary.org/oecd/content/data/data-00369-fr. Les données sont disponibles dès 1970 pour certains pays.

Un inventaire des séries fournies dans *Panorama des comptes nationaux* est disponible en ligne. L'inventaire comprend les titres des séries ainsi que les codes de la base de données. L'inventaire se trouve à l'adresse suivante : www.oecd.org/statistiques/comptesnationaux/panorama.

Données détaillées des comptes nationaux

Panorama des comptes nationaux est l'un des fichiers de données de la base de données Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux que l'on peut consulter à l'adresse suivante : <http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr>. Cette grande base de données comprend des informations très détaillées sur les comptes nationaux annuels, les comptes financiers et les comptes du gouvernement.

Liste des fichiers de données disponibles en ligne :

Agrégats des comptes nationaux

- Produit intérieur brut.
- Revenu disponible et capacité/besoin de financement.
- Population et emploi par activité.
- PPA et taux de change.

Comptes nationaux détaillés

- Comptes de patrimoine des actifs non financiers.
- Formation de capital par activité.
- Dépense de consommation finale des ménages.
- Actifs fixes par activité et par type de produit.
- Emploi par activité.
- Comptes non financiers par secteur.
- Comptes non financiers simplifiés.
- Valeur ajoutée par activité.

Comptes financiers

- Comptes financiers consolidés (flux).
- Comptes financiers non consolidés (flux).
- Comptes de patrimoine financier consolidés (stocks).
- Comptes de patrimoine financier non consolidés (stocks).

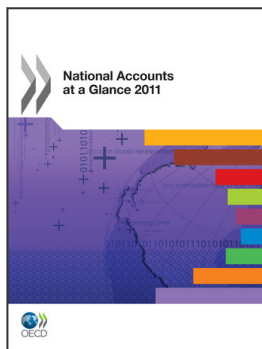
Comptes des administrations publiques

- Dépenses par fonction.
- Dette de Maastricht.
- Principaux agrégats.
- Impôts et cotisations sociales.



PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)

1. Taille du PIB
2. Croissance du PIB
3. PIB par tête



Extrait de :
National Accounts at a Glance 2011

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/na_glance-2011-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2012), « Guide du lecteur », dans *National Accounts at a Glance 2011*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/na_glance-2011-2-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.